

Rapport annuel Jahresbericht

—

2017

Ministère public



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Ministère public MP
Staatsanwaltschaft StA**

Table des matières

1.1	Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2017	4
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Tableaux statistiques	14
1.1	Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2017	16
1.1.1	Allgemeines	16
1.1.2	Statistische Tabelle	26

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2017.

Fribourg, le 22 janvier 2018

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2017

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

2017 s'inscrit dans la continuité des années précédentes.

En termes de chiffres, sa situation est très proche de l'année 2016, avec une légère augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 802 unités) et par voie de conséquence du nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2017 (+ 317 unités). Le recours à la détention avant jugement demeure toujours très élevé, alors que la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement reste stable à environ 64%. Le Ministère public se félicite de ses excellents résultats, qui sont le fruit du rythme soutenu de travail et des efforts permanents que maintiennent l'ensemble des procureurs¹ et leurs collaborateurs.

2017 a aussi amené son lot de changement. Sur le plan légal, les nouvelles dispositions en matière d'expulsion et de contrôle de l'alcoolémie, entrées en vigueur au 1^{er} octobre 2016, ont nécessité des adaptations, alors que le Ministère public se préparait déjà à l'introduction du nouveau droit des sanctions, qui est effectif depuis le 1^{er} janvier 2018. Sur le plan informatique, la mise en place du transfert des dossiers par l'application TV3 apparaît comme une nouvelle étape qui conduira à la gestion électronique des dossiers. Enfin, sur le plan personnel, les procureurs et leurs collaborateurs ont été soumis à une large consultation interne, dont les résultats tracent aussi les contours du Ministère public de demain.

1.1.1.2 Les activités générales

1.1.1.2.1 En général

	2017	2016
Procédures enregistrées ² en	14'093	13'291
Procédures pendants au 31.12.	4'124	3'807
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ³	436	429

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

² Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

³ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

1.1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

1.1.1.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées	2017	2016
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	13'853	13'028
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	12	5
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	1	1
Procédures du juge d'application des peines ⁴	227	257
Total	14'093	13'291

	2017	2016
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'821	11'895
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'272	1'396

	2017	2016
Procédures enregistrées en français	11'985 (85.04%)	11'116 (83.6%)
Procédures enregistrées en allemand	2'108 (14.96%)	2'175 (16.4%)

1.1.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2017	2016
en instruction (sous la compétence du procureur)	3'973	3'682
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	151	125
Total	4'124	3'807

1.1.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2017	2016
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	436 (dont 68 procédures suspendues)	429 (dont 53 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2017, de l'année :

2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
2	2	3	16	17	20	99	277	436

⁴ Ci-après JAP.

1.1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

1.1.1.2.3.1 En général

	2017	2016
Ordonnances de non entrée en matière	1'739	1'659
dont les cas de levée de corps	133	111
Ordonnances de suspension	871	1'107
Ordonnances de classement	931	955
Ordonnances pénales	8'611	9'216
Actes d'accusation	345	366
Confiscations indépendantes	1	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	245	231
Décisions de dessaisissement	481	430
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	8	3
Décisions de renvoi à la police cantonale	197	244
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'225	3'716
Commissions rogatoires nationales	21	17
Commissions rogatoires internationales	104	95
Classements sans suite	97	98

1.1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

	2017	2016
Ordonnances pénales et de conversion		
Ordonnances pénales définitives	8'182	8'789
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	429	427
Total	8'611	9'216

1.1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2017	2016
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	169	205
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	92	96
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	9	5
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	8	5
Actes d'accusation selon procédure simplifiée	67	54
avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	1
Total	345	366

1.1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2017	2016
Ordonnances du JAP		
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	96	74
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	17	20

	2017	2016
Ordonnances du JAP		
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	131	131
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	3
Autres ordonnances du JAP	1	3

1.1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

	2017	2016
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
0 à 1 mois	22%	22.34%
1 à 2 mois	22.25%	26.83%
2 à 3 mois	20.14%	17.01%
3 à 6 mois	21.22%	19.54%
6 à 12 mois	9.59%	9.85%
12 à 18 mois	2.82%	2.52%
18 à 24 mois	0.82%	0.85%
24 à 36 mois	0.6%	0.69%
Plus de 36 mois	0.56%	0.37%

1.1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁵ (nouveau)

	2017	2016
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	9	---
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	9	---
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	733	---
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	80	---
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	1'965	---
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	125	
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	18	---
Autres infractions du code pénal	2'483	---
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'050	---
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'582	---
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'246	---
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'407	---
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁶	2'845	---

⁵ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁶ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

1.1.1.2.4 Détention provisoire

	2017	2016
Nombre de personnes en détention provisoire	265	272
Nombre de jours de détention	24'927	24'228

1.1.1.2.5 Recours

	2017	2016
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	24	17
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	5

1.1.1.2.6 Défenseurs

	2017	2016
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	283 100	226 108

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

1.1.1.2.7 Contrôle du procureur général

	2017	2016
Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs		
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	1	2
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	16	19

1.1.1.3 Le personnel

1.1.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2017, le Ministère public compte 58.9 (EPT⁷) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.8 EPT) et les collaborateurs administratifs des procureurs (14.7 EPT) ainsi qu'un (0.6 EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (4.8 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (4 EPT) et les apprentis (2 EPT). Au total, ce sont 79 personnes qui travaillent au Ministère public

1.1.1.3.2 La Direction du Ministère public

En 2017, le Ministère public a invité l'ensemble de ses procureurs et de ses collaborateurs à répondre à une large consultation tendant à guider la Direction dans ses réflexions sur l'avenir du service. Quelque 85% des questionnaires lui ont été retournés. Sur le plan organisationnel, ils ont notamment révélé un avis quasi-unanime en défaveur de la

⁷ Equivalent plein temps.

constitution de « pools » de greffiers ou de secrétaires ; si cette idée est désormais abandonnée, il a néanmoins été décidé de mettre en place une équipe de « greffiers volants » pour des interventions ponctuelles dans des dossiers d'autres cellules. Les réponses aux questions relatives aux évolutions de carrière des collaborateurs ont confirmé l'intention de la direction de revendiquer la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention⁸. Le fonctionnement des services centralisés du Ministère public donne satisfaction ; le profil du prochain conseiller économique, appelé à remplacer l'actuel titulaire qui prendra sa retraite en 2018, a toutefois été adapté pour tenir compte des besoins nouveaux. La valorisation des compétences, notamment par l'organisation de mini-formations internes, sera encouragée, et les besoins de formation sur les techniques d'audition satisfaits. Sur le plan informatique, des mesures ont déjà été prises en faveur d'un meilleur respect des règles écologiques sur la place de travail, et les besoins seront repensés non seulement pour assurer le passage à la gestion électronique des dossiers mais aussi pour permettre de proposer le télétravail introduit à l'Etat de Fribourg depuis juillet 2017. Finalement, les réponses aux questions de communication interne et sécuritaire ont entraîné des adaptations déjà réalisées (séance commune greffiers-secrétaires, formation en matière de sécurité) ou en voie de l'être (augmentation du nombre des séances plénières, installation d'un portique de sécurité). Des séances de restitution quant à cette consultation ont été organisées en décembre 2017.

Toujours en 2017, le procureur général a institué des groupes de travail conduits par les procureurs spécialistes, qui ont été invités à s'entourer de collaborateurs de la Police cantonale et d'autres services collaborant de manière étroite avec le Ministère public. Ces groupes ont pour tâche de guider le précité dans la redéfinition, par l'amélioration des processus et du travail en réseau et par l'établissement ou la mise à jour de directives interne ainsi que des ordres de service de la Police cantonale, des axes de la politique de lutte contre la criminalité pour la période 2018 à 2022. Les rapports des groupes de travail sont attendus pour la fin février 2018.

Durant l'année écoulée, l'amélioration de la qualité du travail de l'interprète a été au cœur des préoccupations du Ministère public. D'une part, participant au concept de formation mis en place par les Ministères publics romands (Valais, Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Jura et Berne francophone), il a formé quelque 110 interprètes qui ont ensuite été soumis à des examens écrit (connaissance de base en droit pénal, en procédure pénale et en matière d'organisation judiciaire) et oral (technique sur le travail de l'interprète). Avec la Police cantonale, il s'engage désormais à désigner en priorité les interprètes qui ont suivi la formation et réussi les examens. D'autre part, le Ministère public a mis sur pied une formation sur la technique d'interprétariat à l'attention de ses procureurs et de ses greffiers, et il a établi une marche à suivre interne réglant l'activité des interprètes et des traducteurs.

En matière de formation continue, le Ministère public a proposé en 2017 deux journées de formation à l'attention des procureurs et des collaborateurs, dont une demi-journée de formation en lien avec les activités de la Police de sûreté (procureurs et greffiers) et une autre demi-journée par la visite du Centre universitaire romand de médecine légale à Lausanne (collaborateurs administratifs). Par ailleurs, outre des séances de formation interne, des formations spécifiques ont aussi été organisées pour les greffiers et les collaborateurs administratifs : quatre collaboratrices ont ainsi suivi les cours de droit dispensés par le Centre de formation des aspirants de la Police cantonale fribourgeoise⁹, respectivement trois greffières la formation CAS en magistrature.

En 2017 le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2016 et deux séances plénières des procureurs ; il a également convoqué 32 séances de direction. Au 31 décembre 2017, le Ministère public compte 29 directives (dont 19 publiées sur son site internet¹⁰) et 28 marches à suivre.

Le Procureur général est président de la Conférence des procureurs de Suisse¹¹, et membre de la commission des affaires juridiques de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police¹², du

⁸ Cf. infra chiffre 1.1.1.5.

⁹ Centre interrégional de formation de police, ci-après CIFPol.

¹⁰ www.fr.ch/mp.

¹¹ Ci-après CPS.

comité de pilotage du projet de modification de la loi fédérale sur l'ADN, du groupe de travail « cyber allianz » présidé par le procureur général de la Confédération, et du comité de pilotage HIJP (harmonisation des applications informatiques de l'ensemble de la chaîne pénale au niveau suisse). Sur le plan cantonal, il est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints). Enfin, il fonctionne comme enseignant auprès du CIFPol (droits de l'homme), il dispense des cours aux avocats-stagiaires, et il est intervenu comme conférencier à deux reprises : le 25 janvier 2017 à Lavey-les-Bains, sous l'égide de l'Institut suisse de police (ISP) et à l'attention des cadres des polices romandes, il s'est exprimé sur la procédure pénale, alors que le 2 février 2017 à Fribourg il a donné une conférence avec le Commandant de la Police cantonale dans le cadre d'une rencontre du club de l'expression.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est déléguée CPS et membre de la commission criminalité économique de la CPS. Elle est aussi membre du groupe de travail Electronic Monitoring de la CCDJP, du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité ainsi que du groupe de travail « dialogue santé-justice ». Enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du CIFPol.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du comité de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹³, du Groupe de travail en matière de tags et graffitis, ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie) et la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise. Enfin, il intervient dans le cadre de la formation CAS en magistrature auprès de l'Ecole romande de la magistrature pénale, il fonctionne comme enseignant auprès du CIFPol et il participe également à ses procès fictifs.

En 2017, après plus de 8 ans d'activité, la greffière-chef Sophie Perrier a quitté le Ministère public pour rejoindre la Chancellerie d'Etat. Elle a été remplacée par Isabelle Chablais qui est entrée en fonction le 12 juin 2017. Essentiellement en charge des ressources humaines du Ministère public, elle est membre de la direction, à laquelle participent aussi le greffier-chef Raphaël Brenta et le chef de chancellerie Mathieu Chappuis. Tous trois soutiennent le procureur général et les procureurs généraux adjoints par leurs tâches de gestion du personnel, d'administration générale et en matière d'uniformisation des pratiques. Raphaël Brenta est en outre membre du comité de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP), et Mathieu Chappuis du bureau informatique des autorités judiciaires¹⁴ ainsi que de la commission immobilière de l'Etat.

Egalement porte-parole du Ministère public en collaboration avec la greffière Murielle Decurtins nouvellement désignée à cette tâche, Raphaël Brenta a répondu aux sollicitations des médias, rédigé et diffusé neuf communiqués de presse, organisé 57 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes et dispensé une demi-journée d'information à cinq journalistes (titulaires ou stagiaires) de médias fribourgeois.

Par la greffière Gabriella Musumeci, le Ministère public participe en outre aux travaux actuels de révision de la loi sur la protection des données.

Enfin, le Ministère public a organisé en 2017 la journée « futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons », avec la Police cantonale, journée à laquelle ont participé 40 enfants.

¹² Ci-après CCDJP.

¹³ Ci-après CLP.

¹⁴ Ci-après BIAJ.

1.1.1.3.3 Les procureurs

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2017 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- auprès du CIFPol, comme enseignant : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser ;

respectivement de membre :

- du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- de Commissions de la CPS et de la CLP : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et Groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Catherine Christinaz (Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP) ;
- du Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Yvonne Gendre ;
- de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- de la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie : Marc Bugnon (président) ;
- du Groupe de travail en matière de travail au noir : Frédéric Chassot et Patrick Genoud ;
- de la Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- du Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot.

1.1.1.3.4 Les collaborateurs

En 2017, le Ministère public a fait engager Candy Rappaz, Virginie Ducrest, Sonja Walter, Laurianne Sallin et Martine Aebischer. Ont en outre débuté un apprentissage d'employé de commerce Tiphania Alarcon et Colin Raemy. Finalement, le Ministère public a accueilli onze juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, deux étudiants en droit de l'Université pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire et cinq aspirants CIFPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

1.1.1.3.5 Le service comptable

En 2017, le service comptable du Ministère public a accordé 2'055 (2'124 en 2016)¹⁵ paiements par acomptes, il a effectué 4'938 (5'034) rappels et 985 (1'047) rappels de solde, il a requis 365 (444) poursuites et il a traité 3'225 (3'716) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2017 à CHF 6'908'286.30 (CHF 6'963'621.40), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 6'100'000.00 (CHF 6'000'000.00). Un effort tout particulier a été consenti dans la récupération. D'une part, le montant encaissé par les conversions d'amende 2017 s'est établi à CHF 1'818'725.15 (CHF 1'767'144.65) ; d'autre part, le service comptable a aussi poursuivi ses tâches de récupération auprès des assurances-maladies des frais médicaux liés à la détention pour parvenir à encaisser un montant de CHF 129'042.05 (CHF 46'811.95). Il a en outre comptabilisé durant l'année 2017 99'497 (106'647) écritures.

Finalement, depuis le printemps 2017, le Ministère public a simplifié avec la Police cantonale la facturation des prestations de ce dernier service. Si la Police cantonale continue de communiquer pour chaque rapport ses émoluments pour prise en considération dans les frais judiciaires, ceux-ci font l'objet d'une facturation globale en fin d'année.

1.1.1.4 Divers

L'informatique et la sécurité figurent au nombre des priorités actuelles du Ministère public.

En collaboration avec le Service informatique et des télécommunications¹⁶ et le BIAJ, il a poursuivi les préparatifs tendant au passage à la gestion électronique des dossiers, notamment par l'identification des besoins en outil informatique. Ses collaborateurs ont aussi pu se rendre au SITel pour se familiariser à l'environnement informatique de demain. Toujours sous l'égide du BIAJ, le Ministère public effectue depuis le printemps 2017 le transfert des données enregistrées dans son application Tribuna V3 à l'attention des Tribunaux lors de dessaisissement de dossiers. La prochaine étape consistera à assurer une reprise des données enregistrées par la Police cantonale, ce qui suppose préalablement qu'au moment d'abandonner son application actuelle Zéphyr et de la remplacer par un nouveau système la Police cantonale et le Ministère public veillent à une compatibilité parfaite entre les deux applications. Le Ministère public est aussi toujours partie prenante à la réalisation de passerelles entre son application et celle du nouveau Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation. Enfin, vu l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions au 1^{er} janvier 2018, il a adapté ses modèles d'ordonnance pénale et bénéficié pour ce faire de la réalisation des travaux de paramétrages par les collaboratrices du SITel affectées à l'établissement des modèles du pouvoir judiciaire.

Les défis sécuritaires actuels imposent au Ministère public de se doter d'un portique de sécurité, qui sera installé dans le courant du premier semestre 2018, non sans engendrer des travaux d'une certaine ampleur à la réception. Ces travaux sont accompagnés de la mise en place de casiers à l'attention du public et de la remise de badges d'identification aux visiteurs. Par ailleurs, l'ensemble des procureurs et collaborateurs ont été formés à l'usage du spray au poivre et sensibilisés aux questions de sécurité notamment lors des auditions.

1.1.1.5 Défis et perspectives 2018

Le Ministère public se réjouit que ses propositions de regroupement des services centralisés (notamment en matière d'informatique, de comptabilité et de ressources humaines) évoquées dans le précédent rapport aient été reprises par le Conseil de la magistrature dans son projet de vision et de plan directeur pour le pouvoir judiciaire. Comme exposé

¹⁵ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2016 dans ce chapitre.

¹⁶ Ci-après SITel.

en inspection, le Ministère public estime toutefois que la communication avec les médias devrait aussi être incluse dans les services centralisés.

Egalement convaincu de la nécessité d'un regroupement géographique des autorités qui travaillent ensemble, le Ministère public appelle de ses vœux la poursuite des réflexions qui portent sur la création d'un bâtiment pénal qui inclurait la Police de sûreté, le Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte, le Tribunal pénal des mineurs et le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation.

Le Ministère public est favorable à la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention. Il estime que cette reprise amènerait une meilleure efficacité dans la gestion de ces dossiers en cas d'opposition ou de recours. L'attribution de ces dossiers au Ministère public supposerait toutefois des adaptations légales (de la loi sur la justice ainsi que de lois spéciales), une redéfinition des tâches des greffiers (voire de certains d'entre eux) et une dotation en personnel correspondant aux nouvelles tâches.

La mise en place du télétravail, désormais proposé à l'Etat de Fribourg, devra aussi voir le jour au Ministère public. Sa réalisation suppose cependant de mener à terme les réflexions actuelles sur les questions de confidentialité et de sécurité informatique.

Annexe

1.1.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	14'093
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'821
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'272
Procédures enregistrées en français	11'985
Procédures enregistrées en allemand	2'108
Procédures enregistrées et ordinaires	13'853
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	12
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	1
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	227
Procédures pendantes	3'973
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	151
Ordonnances de non entrée en matière	1'739
Ordonnances de classement	931
Ordonnances de suspension	871
Confiscations indépendantes	1
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	489
Commissions rogatoires nationales	21
Commissions rogatoires internationales	104
Ordonnances pénales définitives	8'182
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	429
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'225
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	169
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	92
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	9
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	8
Acte d'accusation, procédure simplifiée	67
Ordonnances définitives du juge d'application des peines	245
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0

Nombre de personnes en détention provisoire	265
Nombre de jours de détention	24'927
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	24
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	1
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	<u>16</u>

Fribourg, le 22 janvier 2018

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2017

1.1.1 Allgemeines

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2017 knüpft an die Entwicklung in den vorhergehenden Jahren an.

In Zahlen ist die Situation sehr ähnlich wie im Jahr 2016. Die Anzahl der registrierten Verfahren hat leicht (um 802 Einheiten) zugenommen und als Folge davon auch die Anzahl der am 31. Dezember 2017 hängigen Verfahren (+ 317 Einheiten). Der Einsatz der Untersuchungshaft ist nach wie vor sehr hoch. Der Anteil der Verfahren, welche innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung abgeschlossen werden konnten, bleibt dagegen bei ungefähr 64% stabil. Die Staatsanwaltschaft begrüsst diese ausgezeichneten Ergebnisse, welche dem intensiven Arbeitsrhythmus und den stetigen Bemühungen der Gesamtheit der Staatsanwälte¹⁷ und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft zu verdanken sind.

Das Jahr 2017 brachte auch Veränderungen mit sich. Auf Gesetzesebene erforderten die neuen Bestimmungen über die Landesverweisung und die Atemalkoholkontrolle, welche am 1. Oktober 2016 in Kraft getreten sind, Anpassungen. Die Staatsanwaltschaft bereitete sich ausserdem auf die Einführung des neuen Sanktionenrechts vor, welches seit dem 1. Januar 2018 gilt. In Bezug auf die Informatik darf die Durchführung der Datenübertragung mittels der Anwendung TV3 als eine neue Etappe auf dem Weg zur elektronischen Verwaltung der Akten gewertet werden. Schliesslich wurden auf Personalebene die Staatsanwälte und ihre Mitarbeiter einer breiten internen Umfrage unterzogen, deren Ergebnisse das künftige Erscheinungsbild der Staatsanwaltschaft mitprägen werden.

1.1.1.2 Die Tätigkeiten

1.1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2017	2016
eingetragene Verfahren ¹⁸	14'093	13'291
hängige Verfahren am 31.12.	4'124	3'807
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ¹⁹	436	429

¹⁷ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

¹⁸ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁹ D.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

1.1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

1.1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2017	2016
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13'853	13'028
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	12	5
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	1	1
Verfahren des Strafvollzugsrichters	227	257
Total	14'093	13'291

	2017	2016
Verfahren gegen bekannte Täter	12'821	11'895
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'272	1'396

	2017	2016
französischsprachige Verfahren	11'985 (85.04%)	11'116 (83.6%)
deutschsprachige Verfahren	2'108 (14.96%)	2'175 (16.4%)

1.1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2017	2016
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	3'973 151	3'682 125
Total	4'124	3'807

1.1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2017	2016
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	436 (davon 68 suspendierte Verfahren)	429 (davon 53 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2017 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts,
nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
2	2	3	16	17	20	99	277	436

1.1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

1.1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2017	2016
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'739	1'659
davon Fälle von Leichenhebungen	133	111
Sistierungsverfügungen	871	1'107
Einstellungsverfügungen	931	955
Strafbefehle	8'611	9'216
Anklageschriften	345	366
selbständige Einziehungsverfahren	1	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	245	231
Unzuständigkeitsentscheide	481	430
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	8	3
Übermittlungen an die Kantonspolizei	197	244
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'225	3'716
Nationale Rechtshilfesuche	21	17
Internationale Rechtshilfesuche	104	95
Klassierungen ohne Folge	97	98

1.1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2017	2016
rechtskräftige Strafbefehle	8'182	8'789
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	429	427
Total	8'611	9'216

1.1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2017	2016
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	169	205
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	92	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	9	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	8	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	67	54
	0	1
Total	345	366

1.1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2017	2016
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	96	74
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	17	20
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	131	131
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	3
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1	3

1.1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2017	2016
0 bis 1 Monat	22%	22.34%
1 bis 2 Monate	22.25%	26.83%
2 bis 3 Monate	20.14%	17.01%
3 bis 6 Monate	21.22%	19.54%
6 bis 12 Monate	9.59%	9.85%
12 bis 18 Monate	2.82%	2.52%
18 bis 24 Monate	0.82%	0.85%
24 bis 36 Monate	0.6%	0.69%
mehr als 36 Monate	0.56%	0.37%

1.1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart²⁰ (neu)

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2017	2016
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	9	---
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	9	---
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	733	---
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	80	---
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	1'965	---
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	125	---
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	18	---
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	2'483	---
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'050	---
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'582	---
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'246	---
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'407	---

²⁰ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

	2017	2016
Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle		

Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²¹	2'845	---
---	-------	-----

1.1.1.2.4 Untersuchungshaft

	2017	2016
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	265	272
Anzahl Hafttage	24'927	24'228

1.1.1.2.5 Beschwerden

	2017	2016
Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden		
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	24	17
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	5

1.1.1.2.6 Verteidiger

	2017	2016
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	283 100	226 108

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

1.1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

	2017	2016
Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts		
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	1	2
Einsprachen gegen Strafbefehle	16	19

1.1.1.3 Das Personal

1.1.1.3.1 Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2017 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 58.9 (VZÄ²²) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.8 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (14.7 VZÄ) sowie ein Wirtschaftsberater (0.6 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (4.8 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 79 Personen.

²¹ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition

²² Vollzeitäquivalente.

1.1.1.3.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Im Jahre 2017 lud die Staatsanwaltschaft die Gesamtheit der Staatsanwälte und ihrer Mitarbeiter ein, an einer breiten Umfrage teilzunehmen, um die Direktion in ihren Überlegungen über die Zukunft des Amtes zu unterstützen. Ungefähr 85% der Fragebögen wurden ihr zurückgegeben. Hinsichtlich der künftigen Organisation lehnten praktisch alle die Errichtung von «Pools» von Gerichtsschreibern und administrativen Mitarbeitern ab. Diese Idee wird somit nicht mehr weiterverfolgt. Indessen wurde entschieden, bei den Gerichtsschreibern ein Team von «Springern» für den punktuellen Einsatz bei Dossiers von anderen Einheiten zu schaffen. Die Antworten auf die Fragen betreffend die berufliche Weiterentwicklung bestätigten die Absicht der Direktion zu verlangen, dass im Bereich der Übertretungen die bisher den Oberämtern zustehenden Kompetenzen der Staatsanwaltschaft übertragen werden²³. Die zentralen Dienste der Staatsanwaltschaft funktionieren zufriedenstellend. Nachdem der derzeitige Wirtschaftsberater 2018 in den Ruhestand treten wird, wurde das Anforderungsprofil für seinen Nachfolger angepasst, um so neuen Bedürfnissen Rechnung zu tragen. Namentlich auf dem Weg interner Weiterbildungen soll das Fachwissen gefördert und dem Wunsch nach einer Schulung hinsichtlich der Einvernahmeteknik entsprochen werden. Im Bereich der Informatik wurden bereits Massnahmen zur besseren Beachtung der ökologischen Regeln am Arbeitsplatz ergriffen. Die Bedürfnisse werden überdacht, nicht nur um die Umstellung auf die elektronische Verwaltung der Akten zu gewährleisten, sondern auch um die beim Staat Freiburg seit Juli 2017 eingeführte Telearbeit anbieten zu können. Die Antworten auf die Fragen betreffend die interne Kommunikation und Sicherheit haben schon Anpassungen nach sich gezogen, die entweder bereits realisiert wurden (gemeinsame Sitzung Gerichtsschreiber-administrative Mitarbeiter, Weiterbildung im Bereich Sicherheit) oder in Realisierung begriffen sind (Erhöhung der Anzahl Plenarsitzungen, Errichtung einer Sicherheitsschleuse). Im Dezember 2017 wurden Sitzungen organisiert, um die Resultate dieser Umfrage auszuwerten.

Im Jahre 2017 hat der Generalstaatsanwalt Arbeitsgruppen unter der Leitung von spezialisierten Staatsanwälten und unter Mitwirkung von Mitarbeitern der Kantonspolizei und anderen Dienststellen, welche eng mit der Staatsanwaltschaft zusammenarbeiten, eingesetzt. Diese Arbeitsgruppen haben die Aufgabe, die Staatsanwaltschaft durch die Verbesserung der Abläufe, der vernetzten Arbeit und das Erstellen oder die Aktualisierung der internen Richtlinien sowie der Dienstbefehle der Kantonspolizei bei der Neugestaltung der Politik zur Bekämpfung der Kriminalität für die Zeitspanne von 2018 bis 2022 zu unterstützen. Die Berichte der Arbeitsgruppen werden für Ende Februar 2018 erwartet.

Im vergangenen Jahr war die Verbesserung der Qualität der Arbeit der Dolmetscher ein grosses Anliegen für die Staatsanwaltschaft. Einerseits nimmt die Staatsanwaltschaft am Ausbildungskonzept der westschweizerischen Staatsanwaltschaften (Wallis, Waadt, Freiburg, Neuenburg, Jura und der französischsprachige Teil von Bern) teil und hat so rund 110 Dolmetscher ausgebildet. Diese mussten sich schriftlichen (Grundkenntnisse des Strafrechts, des Strafprozessrechts und der Gerichtsorganisation) und mündlichen Prüfungen (Technik der Arbeit eines Dolmetschers) unterziehen. Zusammen mit der Kantonspolizei verpflichtete sich die Staatsanwaltschaft, prioritär diejenigen Dolmetscher zu wählen, welche die Ausbildung absolviert und die Prüfung erfolgreich bestanden haben. Andererseits hat die Staatsanwaltschaft eine an die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber gerichtete Schulung über die Technik der Arbeit eines Dolmetschers organisiert und eine interne Anleitung zur Arbeitsweise erstellt, welche die Tätigkeit der Dolmetscher und Übersetzer regelt.

Die Staatsanwaltschaft hat den Staatsanwälten und ihren Mitarbeitern im Jahre 2017 zwei Weiterbildungstage angeboten, davon einen halben Tag Fortbildung im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Kriminalpolizei (Staatsanwälte und Gerichtsschreiber) und einen halben Tag für den Besuch des Westschweizer Universitätszentrums für Rechtsmedizin in Lausanne (administrative Mitarbeiter). Ansonsten wurden, ausser den internen Weiterbildungen, spezifische Ausbildungen für Gerichtsschreiber und administrative Mitarbeiter organisiert: vier

²³ Vgl. nachfolgend Ziffer 1.1.1.5.

Mitarbeiterinnen haben den Rechtsunterricht des Ausbildungszentrums der Aspiranten der Kantonspolizei Freiburg²⁴ besucht und drei Gerichtsschreiberinnen haben die Ausbildung «CAS en magistrature» abgeschlossen.

Im Jahre 2017 hat der Generalstaatsanwalt einen Rapport über das Jahr 2016 und zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 32 Direktionssitzungen einberufen. Am 31. Dezember 2017 verfügte die Staatsanwaltschaft über 29 Richtlinien (wovon 19 auf ihrer Internetseite veröffentlicht sind²⁵) und 28 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Der Generalstaatsanwalt ist Präsident der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz²⁶ und Mitglied der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren²⁷, des Lenkungsausschusses zum Entwurf der Änderung des DNA-Profil-Gesetzes, der Arbeitsgruppe «cyber allianz», präsiert durch den Bundesanwalt, und des Lenkungsausschusses HIS (Harmonisierung der Informatikanwendungen der gesamten Verfahrenskette der Strafverfolgung in der Schweiz). Auf kantonaler Ebene ist er Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) und der Koordinations Sitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten). Er unterrichtet ausserdem an der IPAZ (Menschenrechte), gibt den Anwaltspraktikanten Kurse und ist zweimal als Redner aufgetreten: Am 25. Januar 2017 sprach er in Lavey-les-Bains unter der Schirmherrschaft des Schweizerischen Polizei-Instituts (SPI) zuhanden der Kader der westschweizerischen Polizeien über das Strafverfahren, und am 2. Februar 2017 hielt er in Freiburg gemeinsam mit dem Kommandanten der Kantonspolizei einen Vortrag im Rahmen einer Zusammenkunft des «club de l'expression».

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Delegierte der SSK und Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK. Sie ist auch Mitglied der Arbeitsgruppe Electronic Monitoring bei der KKJPD, des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Straftentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit sowie der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz». Schliesslich unterrichtet sie an der IPAZ.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Mitglied des Justizrates, des Vorstands der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen, der «Conférence latine des procureurs²⁸», der Arbeitsgruppe betreffend Tags und Graffitis sowie von Arbeitsgruppen mit der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie) und der Kommission für Administrativmassnahmen im Strassenverkehr. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg. Schliesslich hält er Vorträge im Rahmen der Weiterbildung «CAS en magistrature» bei der «Ecole romande de la magistrature pénale», unterrichtet an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

Im Jahre 2017 verliess die Chef-Gerichtsschreiberin Sophie Perrier, nach mehr als 8 Jahren Tätigkeit, die Staatsanwaltschaft, um bei der Staatskanzlei zu arbeiten. Sie wurde durch Isabelle Chablais ersetzt, welche am 12. Juni 2017 ihr Amt angetreten hat. Im Wesentlichen ist sie zuständig für das Personalwesen der Staatsanwaltschaft. Sie ist, wie auch der Chef-Gerichtsschreiber Raphaël Brenta und der Kanzleichef Mathieu Chappuis, Mitglied der Direktion. Alle drei unterstützen den Generalstaatsanwalt und die stellvertretenden Generalstaatsanwälte durch ihre Aufgaben im Bereich der Personalverwaltung, der allgemeinen Verwaltung und der Vereinheitlichung der Abläufe. Ausserdem ist Raphaël Brenta Mitglied des Vorstands der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten

²⁴ Interregionales Polizei-Ausbildungszentrum, nachstehend IPAZ.

²⁵ www.fr.ch/mp.

²⁶ Nachfolgend SSK.

²⁷ Nachfolgend KKJPD.

²⁸ Nachfolgend CLP.

der Staatsanwaltschaften (SKIS) und Mathieu Chappuis des Informatikbüros der Gerichtsbehörden sowie der Immobilienkommission des Staates.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft hat Raphaël Brenta in Zusammenarbeit mit der Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins, welche neu für diese Aufgabe ernannt worden ist, die Anfragen der Medien beantwortet, neun Pressemitteilungen verfasst und verbreitet, 57 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen für die Journalisten gewährt und während eines halben Tages fünf Journalisten (einschliesslich Praktikanten) der Freiburger Medien Informationen erteilt.

Mit der Gerichtsschreiberin Gabriella Musumeci nimmt die Staatsanwaltschaft ausserdem an den aktuellen Arbeiten zur Revision des Gesetzes über den Datenschutz teil.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahre 2017 zusammen mit der Kantonspolizei den «Nationalen Zukunftstag-Seitenwechsel für Mädchen und Jungs» organisiert, an welchem 40 Kinder teilgenommen haben.

1.1.1.3.3 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Die Staatsanwälte haben 2017 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts) : Jean-Luc Mooser ;

beziehungsweise als Mitglied:

- der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- der Kommission der SSK und der CLP: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP und Transportkommission), Catherine Christinaz (Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und «Sicherheit der Magistratspersonen») und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Yvonne Gendre;
- der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- der kantonalen Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge: Marc Bugnon (Präsident);
- der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Frédéric Chassot;
- der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident) ;
- der Arbeitsgruppe « FMÜ Architekturboard »: Frédéric Chassot.

1.1.1.3.4 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2017 stellte die Staatsanwaltschaft Candy Rappaz, Virginie Ducrest, Sonja Walter, Laurianne Sallin und Martine Aebischer neu an. Überdies haben Tiphania Alarcon und Colin Raemy eine kaufmännische Lehre begonnen. Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft elf Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, zwei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg gewährte sie ein Praktikum von zwei Monaten im Rahmen ihrer Seminararbeit und fünf IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei wurden jeweils für ein eintägiges Praktikum empfangen.

1.1.1.3.5 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2017 2'055 (2016: 2'124)²⁹ Ratenzahlungen, versandte in 4'938 (5'034) Fällen Mahnungen, in 985 (1'047) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 365 (444) Betreibungen ein und behandelte 3'225 (3'716) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2017 CHF 6'908'286.30 (CHF 6'963'621.40), wobei das Budget einen Betrag von CHF 6'100'000.00 (CHF 6'000'000.00) vorsah. Besondere Anstrengungen wurden bei der Eintreibung unternommen. Einerseits konnten dank der Umwandlung von Bussen im Jahre 2017 CHF 1'818'725.15 (CHF 1'767'144.65) einkassiert werden; andererseits hat die Buchhaltungsabteilung von den Krankenkassen Krankheitskosten im Zusammenhang mit Inhaftierungen eingefordert und so CHF 129'042.05 (46'811.95) zurückerhalten. Überdies nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2017 insgesamt 99'497 (106'647) Buchungen vor.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft seit dem Frühjahr 2017 in Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei die Rechnungsstellung für Leistungen des letztgenannten Dienstes vereinfacht. Die Kantonspolizei teilt zwar weiterhin für jeden Rapport ihre Gebühren zur Berücksichtigung bei den Gerichtskosten mit, erstere werden jedoch am Jahresende pauschal fakturiert.

1.1.1.4 Diverses

Die Informatik und die Sicherheit gehören zu den aktuellen Prioritäten der Staatsanwaltschaft.

In Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation³⁰ und dem Informatikbüro der Gerichtsbehörden hat die Staatsanwaltschaft die Vorbereitungen zur Umstellung auf die elektronische Verwaltung der Akten fortgesetzt, namentlich durch das Erkennen der Bedürfnisse in der Informatik. Ihre Mitarbeiter konnten sich auch zum ITA begeben, um sich mit dem Informatikumfeld der Zukunft vertraut zu machen. Unter der Schirmherrschaft des Informatikbüros der Gerichtsbehörden führt die Staatsanwaltschaft seit dem Frühjahr 2017 bei Abtretungen von Strafdossiers an die Gerichte die Datenübertragung mittels der Anwendung Tribuna V3 durch. Ein nächster Schritt besteht darin, die Übernahme der durch die Kantonspolizei gespeicherten Daten zu gewährleisten, was voraussetzt, dass die Kantonspolizei und die Staatsanwaltschaft im Vorfeld dafür sorgen, dass im Zeitpunkt der Ablösung der aktuellen Anwendung des Systems Zephyr durch ein neues System die beiden Anwendungen vollkommen kompatibel sind. Die Staatsanwaltschaft ist auch stets daran interessiert, eine Verbindung zwischen der Anwendung ihres Systems und des Systems des neuen Amtes für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe zu verwirklichen. Schliesslich hat sie aufgrund des Inkrafttretens des neuen Sanktionenrechts am 1.

²⁹ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2016.

³⁰ Nachfolgend ITA.

Januar 2018 ihre Strafbefehlsmodelle angepasst und dabei von der Durchführung der Parametrisierungsarbeiten durch Mitarbeiterinnen der ITA, welche für die Erstellung der Modelle der Gerichtsbehörden zuständig sind, profitiert.

Die aktuellen sicherheitsbezogenen Herausforderungen zwingen die Staatsanwaltschaft, sich mit einer Sicherheitsschleuse auszustatten, welche im Laufe des ersten Semesters 2018 installiert werden wird; dadurch werden allerdings beim Empfang Arbeiten in gewissem Ausmass verursacht werden. Im Rahmen dieser Arbeiten ist vorgesehen, Schliessfächer für den Publikumsverkehr einzurichten; ausserdem sollen künftig Ansteckplaketten zur Identifizierung der Besucher abgegeben werden. Ausserdem wurde die Gesamtheit der Staatsanwälte und Mitarbeiter für den Einsatz von Pfefferspray ausgebildet und für Sicherheitsfragen sensibilisiert, namentlich während den Einvernahmen.

1.1.1.5 Herausforderungen und Perspektiven 2018

Die Staatsanwaltschaft begrüsst, dass die im letztjährigen Bericht erwähnten Vorschläge hinsichtlich des Zusammenschlusses der zentralisierten Dienste (insbesondere im Bereich der Informatik, der Buchhaltung und der Personalabteilung) vom Justizrat in dessen Entwurf zur Vision und zum Leitplan für die Gerichtsbehörden übernommen worden sind. Wie anlässlich der Inspektion dargelegt, ist die Staatsanwaltschaft indessen der Ansicht, dass die Kommunikation mit den Medien ebenfalls in die zentralisierten Dienste einbezogen werden sollte.

Die Staatsanwaltschaft ist auch von der Notwendigkeit eines geographischen Zusammenschlusses der Behörden, welche zusammenarbeiten, überzeugt, und wünscht sich, dass die Überlegungen über den Bau eines Justizgebäudes, welches die Kriminalpolizei, die Staatsanwaltschaft, das Zwangsmassnahmengericht, das Jugendstrafgericht und das Amt für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe einschliesst, weiterverfolgt werden.

Die Staatsanwaltschaft befürwortet die Übernahme der Kompetenzen der Oberämter im Bereich der Übertretungen. Sie ist der Meinung, dass diese Übernahme mehr Effizienz in der Verwaltung solcher Akten bei Einsprachen oder Beschwerden bringen würde. Die Zuteilung dieser Dossiers an die Staatsanwaltschaft würde indessen gesetzliche Anpassungen (des Justizgesetzes und von Spezialgesetzen), eine Neudefinition der Aufgaben der Gerichtsschreiber (zumindest von einzelnen unter ihnen) und eine den neuen Aufgaben entsprechende Personalerhöhung voraussetzen.

Die Telearbeit, nunmehr vom Staat Freiburg angeboten, müsste auch in der Staatsanwaltschaft eingeführt werden. Dies setzt allerdings voraus, dass die aktuellen Fragen betreffend die Vertraulichkeit und die Sicherheit der Informatik abschliessend geklärt werden.

Beilage

1.1.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	14'093
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	12'821
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'272
Eingetragene französischsprachige Verfahren	11'985
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'108
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13'853
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	12
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	1
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	227
Hängige Verfahren	3'973
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	151
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'739
Einstellungsverfügungen	931
Sistierungsverfügungen	871
Selbständige Einziehungsverfahren	1
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	489
Nationale Rechtshilfeersuche	21
Internationale Rechtshilfeersuche	104
Rechtskräftige Strafbefehle	8'182
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	429
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'225
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	169
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	92
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	9
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	8
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	67
Verfügungen des Strafvollzugsrichters	245
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	265
Anzahl Hafttage	24'927

Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	24
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	1
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	16

Freiburg, den 22. Januar 2018

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber